

AFRIQUE : RÉFLEXION SUR LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE ET LA VOIE À
SUIVRE

Discours d'ouverture
Conférence économique africaine
Addis-Abeba
12 novembre 2009

Donald Kaberuka
Président
Groupe de la Banque africaine de développement

Monsieur le Premier ministre Meles Zenawi,
Monsieur le Président de la Commission de l'Union africaine, Jean Ping,
Monsieur le Secrétaire exécutif de la CEA, Abdoulie Janneh,
Mesdames, Messieurs,

Je vous souhaite la bienvenue à cette Conférence économique. C'est la quatrième fois que la Banque africaine de développement et ses deux institutions sœurs réunissent ce que nous avons de mieux dans le domaine économique, nos économistes, nos laboratoires d'idées et les chercheurs de la Diaspora, pour discuter des enjeux du moment.

Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis notre première rencontre en 2006. Je voudrais donc saisir cette occasion pour exprimer ma gratitude à chacun d'entre vous, qui avez rendu ces rencontres possibles.

En tant que Banque et institution de financement du développement, notre mission fondamentale et notre fonction principale sont de financer les projets à long terme en déployant nos ressources concessionnelles et non concessionnelles pour promouvoir le développement socio-économique en Afrique.

Toutefois, notre rôle va au-delà du financement du développement. Il implique aussi la compréhension des enjeux du développement (en supposant qu'on peut les cerner entièrement). Quelles solutions seraient efficaces et dans quelles conditions ? Comment mettre en œuvre les meilleures pratiques de gestion économique pour agir plus efficacement sur la situation économique de l'Afrique ?

Vous comprendrez donc notre ferme attachement à la création du savoir, en général et aux événements comme celui-ci en particulier. Il y a quatre ans, nous avons créé le Bureau de l'Économiste en chef dirigé avec efficacité par Louis Kasekende. Ce bureau a prouvé qu'il méritait d'être créé.

Permettez-moi de saisir cette occasion pour remercier nos partenaires qui nous ont soutenus dans cet effort. Je voudrais remercier tout particulièrement le Canada et la Corée du Sud pour leur généreux appui technique et financier en faveur de cet événement.

Comme toujours, cette Conférence est le fruit d'efforts conjugués de plusieurs acteurs et surtout de trois institutions africaines. Nous avons travaillé en étroite collaboration avec M. Ping, M. Janneh et leurs équipes - et je les remercie tous.

Je tiens en outre à remercier spécialement le Premier ministre Meles. M. le Premier ministre, vous avez participé, si je ne m'abuse, à toutes les conférences économiques africaines organisées à Addis-Abeba. Vous avez joué un rôle de premier plan, en qualité de président du NEPAD, et avez fait entendre la voix de l'Afrique sur la scène internationale lors du Sommet du G20 au cours de cette période marquée par des turbulences. Je tiens à saluer votre action.

Quant à vous, économistes professionnels, experts, personnes ressources, laboratoires d'idées, chercheurs de la Diaspora, ce sont vos contributions scientifiques qui ont rendu cet événement possible.

Aujourd'hui, la profession d'économiste a beaucoup à se reprocher et doit se ressaisir. Permettez-moi cependant de relever cette vérité : le poids et la profondeur de vos papiers à cette Conférence montrent que l'analyse économique reste un puissant instrument qui permet de comprendre, tout au moins en partie, les interactions économiques et financières complexes d'aujourd'hui. Il va sans dire que nous avons encore beaucoup à apprendre pour mieux cerner le comportement économique humain. Il va sans dire aussi que la profession n'a pas vu venir la crise et n'avait aucune idée sur les actions à engager dès le départ. Face à cette situation, nous ne pouvons qu'assumer notre part de responsabilité.

L'histoire de l'humanité nous apprend qu'il y a des événements rares et uniques, des moments marquants, qui irréversiblement transforment le monde. Ces derniers jours, nous avons tous été émerveillés par l'histoire de la chute du Mur de Berlin en 1989 - tant physiquement qu'idéologiquement – telle que racontée par d'importants acteurs de l'époque : Gorbatchev, Helmut Kohl, George Bush Sr., Shevardnadze, Jaruzelski et beaucoup d'autres.

Comme beaucoup d'entre vous présents dans cette salle, j'espère être là et entendre ce qui se dira en 2028 sur les événements de septembre 2008 et les répercussions de la chute de Lehman Brothers !

Vous vous souvenez sans doute qu'à ce moment là, au plus fort du séisme financier, nous avons convoqué une réunion à Tunis qui s'est penchée sur les grandes questions ci-après :

- ? Que signifie cette crise pour nous ?
- ? Quelle sera notre réponse au plan interne ?
- ? Comment pourrions-nous influencer les discussions en cours sur ces questions à l'échelle mondiale et faire entendre notre voix ?

Aujourd'hui, tout cela, pourrait-on dire, fait quasiment partie de l'histoire. Il n'est pas nécessaire de répéter ici ce qui a été dit sur les causes et effets de la crise dans différentes régions du monde.

Il suffit de relever que:

Premièrement, l'Afrique a été naturellement très touchée, surtout directement en raison des pertes de revenus subis et indirectement à travers des stabilisateurs automatiques comme le ralentissement de l'activité économique.

Deuxièmement, elle a été affectée de différentes manières, à cause notamment des divergences observées dans les structures économiques, les secteurs miniers ayant payé le plus lourd tribut en termes de chômage et de chute des investissements.

Troisièmement, nous avons fait preuve d'une résistance inimaginable il y a une décennie.

Quatrièmement, nous semblons sortir peu à peu de l'ornière – un peu meurtris certes - mais avec des perspectives tout à fait encourageantes. L'année 2010 offre des perspectives moins sombres et beaucoup plus optimistes, avec une croissance éventuelle du PIB réel de 5 %. Mais la situation demeure précaire. Il est trop tôt pour parler de « reprise » tant que ces chiffres ne seront pas établis autour de 7 %.

L'année dernière, on m'a posé beaucoup de questions sur cette crise. Je vous en livre juste un échantillon :

Dans ce processus de mondialisation, d'où viendra "l'assurance" si les actions à venir d'une poignée de pays - pays riches - sapent les intérêts d'un grand nombre de pays – en particulier les pays à faible revenu ?

- Après deux décennies d'application du Consensus de Washington, n'est-il pas nécessaire d'envisager un nouveau paradigme ? Un changement de cap ou tout au moins un changement de vitesse ?
- Vous pourriez deviner aisément certaines de mes réponses: évidemment, il y a plusieurs façons d'aborder les questions soulevées ici et elles ne sont pas toujours directes.
- C'est la raison pour laquelle une conférence d'éminents économistes comme vous réunis dans cette salle peut nous aider à comprendre certains enjeux pertinents. Permettez-moi d'en indiquer quelques-unes, dont certaines demeurent à ce jour énigmatiques :

Primo, malgré les secousses subies, le Continent semble sortir de la crise moins affectée que prévu sur le plan macroéconomique. Cette situation est globalement imputable à la résistance dont le continent a fait preuve, à la fermeté des objectifs poursuivis, au maintien d'orientations politiques rationnelles. Mais cette évolution est-elle due à nos seules politiques? Quels autres facteurs ont pu influencer ce processus ? La baisse (générale) des prix des importations – en particulier du pétrole et des denrées alimentaires - qui a atténué les pressions inflationnistes, réduit les prix de revient de l'entreprise et minimisé les effets sur le compte des transactions courantes, aurait-elle joué un rôle plus décisif dans ce processus ?

Secundo, quels ont été les effets de la répartition ? Comment les entreprises et les ménages ont-ils répondu à cette évolution microéconomique ? Quels ont été les mécanismes de résistance et l'impact sur les filets de sécurité sociale ? Les données non scientifiques nous laissent pantois.

Tercio, quel rôle le commerce régional a-t-il joué au moment où la demande mondiale se contractait? J'entends par là les échanges de biens et de services enregistrés et non enregistrés.

Quarto enfin, quelle est l'ampleur du phénomène et dans quelle mesure pourrait-on assister à une évolution contraire à celle observée dans les économies en pleine maturité où la crise financière a provoqué une crise économique ? Quel est le risque qu'une crise économique prolongée provoque une crise financière ?

Lorsque la crise a frappé, les dirigeants mondiaux ont engagé des actions, audacieuses et globales après quelques hésitations. Ils ont étendu ces actions aux marchés émergents, formant ainsi le G20 – et abandonnant quasiment le G8. Keynes qui était pratiquement enterré par le monétarisme et les doctrines néo classiques a été ressuscité. Le Sommet de Pittsburg a noté que « cela a marché ».

Il est incontestable que les mesures prises à l'échelle mondiale par le G20 ont été tout à fait positives pour toute l'économie mondiale :

Stimulation de la demande mondiale;
Garantie d'une meilleure gouvernance financière mondiale;
Discussions sérieuses sur la voix de l'Afrique et les déséquilibres mondiaux; et
Accroissement des ressources du FMI et amélioration de la souplesse de ses instruments, qui se sont révélés utiles, y compris pour les pays à faible revenu – tout au moins en ce qui concerne la balance des paiements.

Cependant, deux casse-têtes demeurent.

- À mesure que la confiance renaît, que les économies se rétablissent et que les effets financiers pervers disparaissent – un problème beaucoup plus difficile à régler apparaît dans les pays riches : le chômage à long terme.

La question qui se pose ici est la suivante: ne faut-il pas saisir cette occasion pour s'occuper du chômage chez nous, en appliquant le même principe keynésien de la relance aux pays à faible revenu ?

- Si la Chine et l'Inde enregistrent aujourd'hui une croissance à deux chiffres, cette évolution sera favorable à toute l'économie mondiale.
- Mais pourquoi ne pas exploiter le potentiel qu'offre une forte proportion des 1 milliard de consommateurs africains ? Souvenez-vous tout de même, qu'après le crash de 1929, le plan de relance keynésien a été étendu à l'Europe de l'après seconde guerre mondiale et à l'Extrême-Orient.

Pendant la crise, beaucoup d'attention a été accordée à la nécessité de régler les déséquilibres mondiaux, de stimuler la demande mondiale, etc. Peu de discussions ont cependant porté sur le financement du développement.

Les BMD comme le Groupe de la Banque ont été appelées à intensifier leurs activités et à accroître leur volume de prêt et nous l'avons fait. À la BAD, nous avons doublé, voire triplé, dans certains cas, ce chiffre en dépassant le plafond de 8 milliards de dollars EU. Nous avons innové dans de nouveaux domaines comme le financement du commerce et amélioré sensiblement notre temps de réponse, nos processus et notre capacité de réaction.

Je crois que nos actions (et celles d'autres BMD) ont réduit au minimum les effets pervers pour beaucoup de pays en Afrique.

Toutefois, des institutions créées dans les années 1960 comme la nôtre, ont été conçues pour être opérationnelles en situation normale. La crise a mis en évidence la pénurie d'instruments de réponse face à une crise, exigeant ainsi des mesures correctives pour y remédier.

Je pense que la capacité de la BAD à intensifier ses opérations en les portant à ce niveau, en un laps de temps aussi court et de façon aussi souple, met en évidence la nécessité d'avoir des institutions africaines solides. Nous avons donné la preuve que nous sommes sur la bonne voie pour devenir une institution de classe mondiale dont l'Afrique peut être fière.

En exhortant la BAD et toutes les BMD à intensifier leurs activités, le G20 s'est engagé à fournir des capitaux et des ressources concessionnelles supplémentaires. Je salue cette initiative et j'attends effectivement avec impatience l'augmentation générale du capital de la BAD. Nous œuvrons inlassablement à la réalisation de cet objectif.

Aujourd'hui où le G20 représente une sorte de gouvernement quasi mondial, je crois que la légitimité renouvelée qu'elle - du G20 - lui confère le pouvoir et en fait la responsabilité d'examiner toutes les sources de déséquilibres et de tensions dans le monde, les deux principales étant :

- les déséquilibres financiers
- le changement climatique.

Aujourd'hui, trois groupes d'activité économique peuvent être identifiés comme faisant partie des économies dites « systématiquement importantes » responsables de ces déséquilibres :

- Les pays de l'OECD;
- Les marchés émergents comme la Chine, l'Inde, le Brésil, la Russie (le BRICs); et
- Les pays exportateurs de pétrole (excédent de capital).

En revanche, même si le milliard d'Africains ne se retrouve pas dans ce qu'on appelle "les pays systématiquement importants", il doit être pris en compte dans toute recherche de solution.

Je suis tenté ici de me référer à un excellent article de John Lee de l'Université de Sydney paru dans *Times* le 16 novembre 2009 et inspiré d'un livre provoquant écrit par Vijay Mahajan, *Africa Rising*, que certains d'entre vous ont sans doute lu.

John Lee dit en substance ceci:

Une grande partie du Monde considère toujours l'Afrique comme un continent désespéré qui possède pour seuls atouts le terrain et le sous-sol. À une époque, c'était l'ivoire, maintenant ce sont le pétrole et les richesses minières ! Cette perception fait entièrement table rase des occasions en or offertes par un nombre croissant de millions de consommateurs africains et un nombre encore plus grand de ceux d'entre eux qui aspirent à un téléphone portable, une moto, une voiture. La concentration légitime et urgente sur la moitié de la population située au bas de l'échelle et vivant dans une pauvreté abjecte a parfois été à l'origine d'une sous-estimation des potentialités d'une Afrique qui monte en puissance.

Cette réflexion me rappelle une discussion que j'ai eue avec un entrepreneur indien à Bangalore sur la soi-disant Inde 1 et Inde 2; un peu comme le "Belindia" de cette époque (le Brésil des années 1970), et qui faisait allusion au fait que l'Inde compte encore un plus grand nombre de pauvres que l'Afrique Sub-saharienne.

J'ai rétorqué que s'il est vrai que l'Inde et l'Afrique ont la même population (un milliard de personnes) et pratiquement le même niveau de réserves, environ 280 milliard USD, l'Inde possède un avantage : c'est une Fédération, alors que l'Afrique est une entité balkanisée composée de 53 États membres. Même si elle enregistre des progrès en matière d'intégration économique, celle-ci reste faible.

Nous continuons de réclamer une voix plus forte sur la scène internationale, qui doit se renforcer sur la base d'un agenda interne solide, à partir duquel nous pourrions élaborer un programme endogène sur toutes les questions pertinentes.

Dans l'avenir, nous sommes déterminés à nous affirmer, non pas comme un canal d'acheminement de l'aide, mais davantage comme une institution de financement du développement, qui prend en compte les besoins globaux de nos économies.

Nous nous sommes efforcés de le faire pendant cette crise. Je pense que nous commençons à bien le comprendre, non seulement en plaçant les défis nationaux dans leurs contextes, et en concentrant notre action sur les pays individuels, mais aussi en orientant nos efforts sur les moteurs de la croissance régionale.

Permettez-moi de conclure en soulignant que : cette crise a de nouveau révélé notre talon d'Achille : dépendance vis-à-vis des matières premières. Les économies ayant diverses sources d'entrées de fonds : APD, matières premières, investissement, transferts de migrants se sont mieux portées, ce qui ne surprend guère.

Tout en continuant de demander aux pays riches d'honorer leurs engagements, je crois et j'espère que je me trompe, que nous entrons dans une ère que l'on appelle parfois – l'après-Gleneagles - où face à une dette, au déficit et au chômage croissants, les pays riches sont tentés de prendre soin des leurs et non de leurs voisins.

C'est un appel à l'action, mais probablement un autre type d'action. Une Conférence comme celle-ci doit nous aider à mieux comprendre les enjeux qui nous interpellent. Juste une réflexion : pourquoi la diversification et la création de la valeur ajoutée pour nos produits restent-elles un défi après 50 ans ? Au cours des années 1960, l'agriculture représentait plus de 50 % du PIB de l'Inde. Ce secteur représente aujourd'hui moins de 18 % du PIB.

Avec ou sans la crise, le talon d'Achille demeure. Nous savons ce qui doit être fait. Le Groupe de la Banque, pour sa part, apporte sa modeste contribution à ce processus, en renforçant l'infrastructure (l'énergie, l'eau, le transport), l'enseignement supérieur et les capacités scientifiques, la gouvernance et l'intégration régionale.

Pour moi, le mérite de cette Conférence est qu'elle prend du recul et engage la réflexion sur des questions telles que : que faut-il faire avant l'apparition de la crise suivante et quelle est la meilleure manière de le faire. Je reste convaincu que même si cette crise a été un sérieux revers, les fondamentaux de nos économies restent relativement bons pour permettre la relance lorsque l'économie mondiale se redressera. Nous devons nous y préparer et cette conférence s'inscrit parfaitement dans cette perspective.

Je vous remercie et vous souhaite plein succès dans vos travaux.